



---

C. Marcigny et D. Bétard, *La France racontée par les archéologues. Fouilles et découvertes au XXI<sup>e</sup> siècle*, Gallimard, Paris, 2012, 222 p., 28 €

Raphaël Angevin

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/racf/1803>  
ISSN : 1951-6207

**Éditeur**

Fédération pour l'édition de la Revue archéologique du centre de la France (FERACF)

**Édition imprimée**

Pagination : 286-290  
ISSN : 0220-6617

**Référence électronique**

Raphaël Angevin, « C. Marcigny et D. Bétard, *La France racontée par les archéologues. Fouilles et découvertes au XXI<sup>e</sup> siècle*, Gallimard, Paris, 2012, 222 p., 28 € », *Revue archéologique du Centre de la France* [En ligne], Tome 51 | 2012, mis en ligne le 10 février 2013, consulté le 06 avril 2023. URL : <http://journals.openedition.org/racf/1803>

---



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International  
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

---

C. Marcigny et D. Bétard, *La France racontée par les archéologues. Fouilles et découvertes au XXI<sup>e</sup> siècle*, Gallimard, Paris, 2012, 222 p., 28 €

---

À l'occasion d'un jubilé, il est souvent mal vu de ronchonner. Surtout lorsque l'événement en question se propose de célébrer notre propre champ d'étude et d'éclairer l'affirmation récente d'une discipline scientifique. Et que dire lorsque cette reconnaissance fut acquise de haute lutte, au prix parfois de violentes convulsions... D'où nous vient donc cet étrange sentiment d'inachevé à la lecture de l'ouvrage de C. Marcigny et D. Bétard, *la France vue par les archéologues. Fouilles et découvertes au XXI<sup>e</sup> siècle* ? Peut-être de la place limitée qu'il accorde finalement aux préoccupations historiques qui sont les nôtres, à l'instar de bien des archéologues.

Cet anniversaire, c'est celui de la première loi sur l'archéologie préventive (2001) et, par ricochet, celui de son opérateur historique, l'Institut national de recherches archéologiques préventives, qui fêtait en 2012 ses dix années d'existence. À cet égard, le titre choisi pour accompagner la diffusion de ce livre dépasse à l'évidence les ambitions d'un projet strictement commémoratif : il tend à laisser accroire en effet que l'archéologie de ce début de XXI<sup>e</sup> s. se résumerait à une activité exclusive, la recherche préventive, et serait le produit de l'activité d'un acteur privilégié, l'Inrap. Réalité spacieuse s'il en est, surtout lorsqu'elle est exposée sous le prisme – déformant – d'un hommage poussé aux mille sept cents agents de ce seul établissement public. Dix ans après le premier texte de loi – et les nombreuses modifications que celui-ci a connues depuis, notamment en 2003-2004 –, afficher une telle position apparaît plus que contestable, tant l'archéologie se présente désormais comme le fruit d'une démarche plurale, s'appuyant certes sur une pratique unifiée, mais par essence diverse, portée par une multiplicité d'acteurs et reflet d'une variété de sensibilités<sup>1</sup>.

Effet de cette posture, le président de l'Institut ne manque pas de rappeler que, “ depuis sa création en 2002, [l'Inrap] a sondé [...] plus de cent mille hectares et conduit plus de deux mille fouilles. D'innombrables sites ont ainsi été "sauvegardés par l'étude" avant leur destruc-

tion ; des territoires encore inexplorés ont été appréhendés ; des méthodes nouvelles ont renouvelé profondément les connaissances ” (JACOB 2012 : 5). Assurément, nous ne pouvons que rejoindre le préfacier sur ce point. Et d'ajouter que cette contribution est très souvent décisive, ce à quoi l'anthologie publiée rend finalement bien peu justice. Et c'est là que le bât blesse, de notre point de vue en tout cas. Car, derrière l'aspect extrêmement engageant que revêt la présente publication – la qualité de l'illustration et l'élégance de la composition typographique lui confèrent somme toute un caractère assez réjouissant, qui ne détonne en rien dans ce contexte d'autocélébration –, c'est bien évidemment le projet éditorial de ce recueil qu'il nous faut questionner.

D'un point de vue théorique, il rejoint en cela un autre livre publié récemment par l'ancien président de l'Inrap, J.-P. Demoule : *On a retrouvé l'Histoire de France* (2012). Comme dans cet ouvrage, il s'agit bien ici de “ reprendre le fil de l'histoire réelle ” (Demoule, *idem* : 4<sup>e</sup> de couv.), sur le fondement d'une documentation renouvelée et présentée comme “ infaillible ”, à savoir le vestige archéologique. Ce dernier point mérite à l'évidence que l'on s'y arrête un instant. Il y a quelque paradoxe en effet à constater le renversement total de paradigme intervenu ces dernières années dans la valeur historique diversement octroyée aux sources archéologiques : pendant plusieurs décennies, les historiens – et les fondateurs de l'École des *Annales* notamment – n'ont accordé qu'une confiance limitée à la discipline. Dans les années 1970 encore, la dissidence de la *Nouvelle Histoire* se tient prudemment à distance des “ archives du sol ”, même si certaines personnalités comme J. Le Goff ou J.-M. Pesez refusent farouchement de poser des limites à l'œil du chroniqueur. En regardant avec curiosité par-dessus les barrières de la recherche traditionnelle, leur projet d'histoire culturelle ouvre tout grand les portes à l'appréhension de la vie matérielle dans tous ses aspects : évolution des techniques, formes du territoire, transformations du paysage, composantes de l'habitat. Et gage que l'archéologie les convoquera au tribunal de l'historien. Avec le développement des opérations de sauvetage puis de la recherche préventive, la donne change toutefois radicalement : dans les années 1990, sous la pression de certains théoriciens parmi les plus influents, nous voyons s'opérer un glissement épistémologique, depuis la définition d'une discipline auxiliaire, intégrée dans le vaste champ des humanités, jusqu'à la refonte complète – mais bien isolée dans sa démarche – d'un programme de recherche historique, éclairé par l'étude des (seules) expressions matérielles.

L'Histoire est pourtant la grande affaire de l'archéologie depuis ses origines. De ce point de vue et à l'instar de bien d'autres travaux, elle prétend décomposer le temps

---

1. Le sens de notre propos est bien évidemment celui d'une variété d'écoles de pensées, et non d'une diversité de structures de rattachement. Remarquons toutefois que jamais la pratique archéologique n'a été écartelée entre autant de protagonistes qu'actuellement. Et que jamais sa recherche n'a été menée dans un tel consensus méthodologique, une telle absence de contradiction, ce qui illustre bien qu'émulation scientifique ne va pas forcément de pair avec segmentation et libération des initiatives, qu'elles soient publiques ou privées, individuelles ou collectives.

révolu, selon des préférences et des exclusives plus ou moins conscientes et qui ne sont que trop rarement explicitées. S'il ne fallait retenir qu'une définition toutefois, nous dirions aisément que le projet de l'archéologie est de retracer l'évolution des sociétés humaines, dans toute la diversité de leurs trajectoires culturelles et la complexité de leur cheminement historique, ces dimensions étant alors approchées à travers des sources spécifiques et sur le temps long. Dans l'historiographie récente, elle s'inscrit ainsi farouchement en faux vis-à-vis de ce qu'elle considère comme l'Histoire traditionnelle, "attentive au temps bref, à l'individu, à l'événement" (BRAUDEL 1958) ; celle qui nous a, en l'occurrence, habitués à son récit précipité, dramatique, "de souffle court". Les archéologues ont donc – et depuis longtemps – témoigné leur méfiance à l'égard d'une histoire strictement événementielle, et il faut évidemment porter cela à leur crédit. Mais, la recherche historique actuelle se limite-t-elle à cette écume des choses ? Nous ne le croyons pas. Car depuis les années 1950, la nouvelle histoire sociale éclaire les oscillations cycliques et parie sur la durée : il y a ainsi, à côté d'un simple récitatif des faits, un "révélateur" des conjonctures qui convoque le passé par longues séquences chronologiques, d'ampleur séculaire ou millénaire. Et celui-ci n'est pas l'apanage de la réflexion archéologique, même si cette dernière participe désormais activement et avec bénéfice à son déploiement.

Cette réalité n'est d'ailleurs pas nouvelle et, dès 1941, M. Bloch rappelait, dans son *Apologie pour l'Histoire ou Métier d'historien*, qu'à côté des attestations écrites, "beaucoup d'autres vestiges du passé offriraient un accès tout de plain-pied" à l'observation des faits historiques (BLOCH 1952 : 33), pour peu évidemment que leur analyse intégrât l'idée fondamentale selon laquelle "tous les faits humains un peu complexes échappent à la possibilité d'une reproduction ou d'une orientation volontaires" (Bloch, *idem* : 35). Et nous retrouvons là la publication de C. Marcigny et D. Bétard que nous avons un temps perdue de vue. Le plan de l'ouvrage suit un cheminement historique ascendant, depuis le *territoire subi* (!) par les hommes de la Préhistoire (p. 14) jusqu'au *territoire industrialisé* moderne (!) et contemporain (p. 176), en survolant successivement le *territoire choisi* (p. 46), *en construction* (p. 88) puis *aménagé* (p. 136). Cette interprétation progressiste de l'appropriation de l'espace par l'homme, de son exploitation et de sa mise en valeur, est toute entière imprégnée de préjugés transformistes et nourrie de la pensée d'un V.G. Childe et d'un L. Binford. Fondée sur une approche des changements environnementaux et des équilibres écologiques, couplée à une restitution discutable des inflexions démographiques, elle fait fi des stratégies d'aménagement et des opportunités d'expansion, des pressions foncières et des phénomènes

de déprise agricole, du développement urbain et de la mise en réseau des villes, des mutations fonctionnelles et des conjonctures économiques, de l'orientation des échanges et de l'intensité des circulations des biens et des idées, par nature fluctuantes, des turbulences politiques et des recompositions territoriales ; en somme tout ce qui fonde une réflexion historique dégagée de tout présupposé évolutionniste.

Armés des outils de l'anthropologie culturelle "processuelle" hérités des principes de la *New Archaeology*, les auteurs se lancent dans une présentation "naturaliste" des modalités du passage du "bivouac" au village et du village à la ville, collant souvent des étiquettes abstraites ou arbitraires aux vestiges découverts : au Mésolithique, la mobilité des groupes humains et l'évolution de leurs pratiques cynégétiques tiennent principalement au fait que "l'homme doit s'adapter aux modifications du climat et faire évoluer ses habitudes alimentaires" (p. 34) ; au milieu du 4<sup>e</sup> millénaire, "une phase [climatique] particulièrement hostile à l'homme" donne un "coup d'arrêt" aux expériences originales de regroupement du Néolithique récent, renvoyant le basculement vers les premiers villages organisés à l'aube de l'âge du Bronze (p. 50) ; la dispersion de l'habitat au début du premier âge du Fer s'explique par "la dégradation du climat" (p. 48) ; les centres proto-urbains, enfin, finissent par voir le jour aux v<sup>e</sup> et iv<sup>e</sup> s. av. J.-C., à la faveur d'une amélioration des conditions climatiques et d'une densification de la population qui "imposent d'élargir les territoires et de développer les activités agricoles" (p. 90).

Scandé par ces oscillations, dont on entrevoit simplement les conséquences immédiates, le schéma linéaire proposé permet toutefois de passer du plus simple vers le plus élaboré, des premières sociétés égalitaires du Paléolithique jusqu'aux États-Nations contemporains, en évoquant au passage les modèles d'organisation plus complexes de l'âge du Bronze et de l'âge du Fer qui, pour certains hiérarchisés à l'extrême, précèdent de peu la construction impériale de l'Antiquité. Partant, nous pourrions aisément nous dire que ce récit s'inscrit dans une vision "marxiste" de la marche de l'Histoire, mâtinée d'écologie culturelle et émaillée de pré-requis positivistes : les auteurs insisteraient alors, dans un essai de "macro-histoire" innovant, sur les *processus irréversibles* qui ont jalonné les trajectoires humaines depuis la Préhistoire (déploiement des comportements *modernes* chez les derniers néandertaliens et *Homo Sapiens*, néolithisation et émergence des économies de production, complexification sociale et naissance de l'état, révolution(s) des symboles, irruption du fait urbain, *globalisations* économiques, basculement vers un modèle industriel, etc.), en éclairant les conditions et les rythmes de leur développement et en mettant en relief la manière

dont les sociétés “ cristallisent ” en fonction des évolutions de leur environnement. Mais, une nouvelle fois, la construction théorique qui sous-tend l'ensemble du discours renvoie plus volontiers à des présupposés déterministes qu'à une réflexion générale sur les équilibres sociaux, les rapports de force et leurs éventuelles remises en question. Trop souvent en effet, la réflexion sur l'élaboration des modèles idéologiques, culturels, politiques, et les modalités de leur acceptation est écartée pour céder la place à des considérations générales sur le “ sens de l'Histoire ”, tenant trop rarement compte de l'inertie ou, au contraire, des dynamiques des sociétés. Étayée de postures évolutionnistes, la structure des différents chapitres mêle ainsi les aspects sociaux, politiques ou religieux des grandes périodes retenues et ce relativisme ne permet pas de distinguer clairement les ressorts historiques de chaque séquence. Or, les témoins archéologiques, en tant qu'ils sont la concrétisation de systèmes de valeurs laissés en partage, se présentent incontestablement comme les sources privilégiées pour approcher ces phénomènes dans la longue durée et résoudre quelques termes de l'équation posée.

S'ajoute à cette difficulté, pour les périodes anciennes, une convergence simpliste entre l'*avant* et l'*ailleurs* : les pages sont alors nombreuses à accumuler les poncifs naïfs, en fin de compte assez symptomatiques de ce que peut produire le comparatisme ethnographique quand il devient anhistorique (VALENTIN 2008). Par analogie avec les “ peuples semi-nomades [...] d'Amérique [du nord] ou [...] les éleveurs-chasseurs de renne du Kamtchatka, en Russie ”, les auteurs proposent ainsi d'imaginer que les habitats paléolithiques de Mareuil-sur-Cher “ s'apparentaient à des tentes circulaires, sortes de tipis de perches et de peaux ” (p. 33). Mais l'archéologue doit-il se contenter indéfiniment, en digne héritier des antiquaires du XIX<sup>e</sup> s., de promouvoir une quête obsessionnelle des choses, une accumulation des traces, et de n'en restituer finalement que quelques saynètes pittoresques de vie quotidienne ? Car la contribution fondamentale du site 30 de l'autoroute A85 ne réside pas dans une hypothétique palethnographie des campements de chasseurs-collecteurs du Paléolithique supérieur – par ailleurs difficile à documenter ici, tant les conditions de conservation du gisement ne permettent pas de collecter ce type d'information – mais plutôt dans une observation minutieuse des inflexions socioéconomiques perceptibles, sur la très longue durée, dans les changements d'orientation technique et les bouleversements des *habitus*, d'une paléoculture à l'autre. Nous sommes ici plus proches du “ fait social total ” décrit par M. Mauss (1924) qui, “ mettant en branle dans certains cas la totalité de la société et de ses institutions ”, nous permet d'imaginer des formes d'organisation des groupes humains qui, pour toutes égalitaires

quelles soient, n'en sont pas moins complexes à appréhender dans leur structure et leurs interactions.

Mais un tel constat bousculerait par trop la marche “ triomphale ” vers le progrès décrite par C. Marcigny et D. Bétard dans les pages qui suivent. Et pour dérouler sans heurt un tel propos, les auteurs n'hésitent pas à recourir à un argumentaire superficiel, dans lequel la notion de *prestige* est régulièrement convoquée pour justifier de la fabrique du social et de la progressive élaboration des modèles économiques et territoriaux. En dépit de l'évidente force de conviction des auteurs, nous ne pouvons ainsi souscrire sans nuance à l'idée que la “ conscience de l'importance [du] territoire ” se fait jour au 5<sup>e</sup> millénaire, alors que “ les populations érigent de puissants monuments identitaires ” (p. 49). La gestion sur le long terme et à très longue distance des ressources siliceuses par les groupes humains du Paléolithique et du Mésolithique est là pour contredire cet argument, même si la dimension ostentatoire de ces pratiques reste à étayer et apparaît quoi qu'il en soit marginale. Plus tard, c'est l'apparition des “ premiers espaces communautaires ” au cours du Néolithique moyen (p. 58) ou la formation des exploitations agricoles de l'âge du Bronze (p. 78) qui est observée sous le spectre d'une complexité croissante des structures architecturales. Après la conquête romaine, la *villa*, établissement “ beaucoup plus luxueux ” que la ferme gauloise, est alors le lieu privilégié de l'affichage des “ riches propriétaires ”, alors que la question de l'adhésion aux valeurs nouvelles de la *romanité* est trop rapidement dépêchée dans les dernières lignes du chapitre (p. 114). Esquissées au détour d'un paragraphe, les conditions de la morphogénèse de l'espace ecclésial semblent également se réduire à un succès matériel, “ au gré de l'importance économique des communautés et des modes architecturales ” qui s'échelonnent entre le IV<sup>e</sup> et le X<sup>e</sup> s. (p. 150).

Nous pourrions multiplier les exemples à l'infini et justifier de tels raccourcis en rappelant la vocation didactique de cet ouvrage, à destination du grand public. Il n'en reste pas moins que les leviers actionnés sont – trop – souvent les mêmes et ne reflètent pas la diversité des processus et la divergence fréquente des phénomènes que les auteurs souhaitent éclairer ici. Ainsi, si certaines des expressions matérielles des sociétés humaines renvoient sans conteste à des manifestations idéologiques et à des formes de revendication identitaire, il convient toutefois de rester prudent quant au degré de signification que l'on peut accorder aux témoins archéologiques et à la généralisation sans doute trop systématique que l'on peut faire de leurs attributs. À cet effet, la réalité des exceptions ne doit pas masquer les “ tendances lourdes ” de chaque époque et, sous ce regard, toute pratique ostentatoire n'a pas forcément vocation à l'*universel*. Partant, l'étude

des modalités de participation aux modèles culturels et idéologiques ne peut faire l'impasse sur une analyse minutieuse des "mouvements de résistance" que chaque expérience sociale ne laisse inévitablement pas d'engendrer – contre-pied familier des historiens, mais bien souvent incommode pour les archéologues. Tout décollage social, tout phénomène d'accélération culturelle est ainsi marqué par de profondes remises en question qu'il faut observer avec acuité et qualifier avec précision. En clair, la définition de tout *consensus* que constitue une société donnée dans un espace donné à une période donnée passe par l'estompe de certains de ses caractères les plus affirmés (et souvent marginaux) pour finalement s'attacher à une évaluation globale de l'éventail de ses "possibles". À cet égard pourtant, les illustrations proposées traduisent une nouvelle fois la pauvreté heuristique des modélisations avancées, au regard du champ ouvert par les études historiques.

Pour les périodes récentes (Antiquité, Moyen Âge, époques moderne et contemporaine), le problème majeur repose sur une difficulté tenace à articuler les récits, depuis le *local* vers le *global*. Ce problème est essentiellement géographique mais il recouvre en miroir une impossibilité manifeste à "jongler" avec les échelles de temps, depuis la très longue durée et le *temps social* jusqu'aux oscillations rapides du *temps de l'événement*, que nous avons déjà évoquées *supra* (BRAUDEL 1949). Nous nous limiterons à un exemple édifiant : p. 161, les auteurs mentionnent le creusement d'un "souterrain-refuge" associé à une ferme médiévale des XI<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> s., sur le site de Villereau, dans le Loiret. L'interprétation qui suit cette description se veut éclairante : aménagé "durant les luttes opposant les Plantagenêts aux Capétiens", l'établissement en question témoignerait alors d'une "période de forte insécurité". Rien ne s'y oppose évidemment, mais un tel rapprochement ne laisse inévitablement pas de surprendre le lecteur qui s'étonne d'être transporté si loin du "centre de gravité" du conflit, au coeur du domaine royal, à distance des possessions du roi d'Angleterre, alors que le théâtre des opérations se déplace depuis les fiefs mouvants de la couronne comme la Flandre vers les territoires plantagenêts, Normandie ou Gascogne. Mais l'insécurité "ambiante" ne résiderait-elle pas plutôt dans la crise du modèle féodal et l'essoufflement d'une paysannerie "sans terre" ; bouleversements sociologiques dont les premières manifestations s'expriment au milieu du XIII<sup>e</sup> s. à travers la progressive dégradation de la conjoncture économique, la réapparition des crises frumentaires régionales et l'explosion de la démographie urbaine (CASSART 2011) ? Dans un cas comme dans l'autre, c'est bien l'étude des sources écrites qui vient au secours de l'interprétation archéologique. L'urgence méthodologique impose donc d'ouvrir (enfin)

le dialogue avec les historiens et nous invite à reconsidérer le dessein de la discipline archéologique, qui ne cesse d'osciller depuis plus d'un demi-siècle entre des revendications séparatistes et une sujétion sans appel, dans une quête d'affirmation qui n'est que l'ultime avatar de la relation ambiguë qui la lie depuis les origines avec l'Histoire et qui n'a finalement que bien peu de sens.

Entreprise de glorification plus qu'œuvre de pédagogie, cet ouvrage constitue finalement une double "occasion manquée" : celle des 10 ans de la loi sur l'archéologie préventive bien sûr – qui ne peut se contenter de l'artifice d'un titre et de déséquilibres géographiques trop criants dans la documentation mobilisée – et celle de la rencontre entre l'histoire et l'archéologie, car c'est bien de cela dont il s'agit, à savoir proposer une relecture historique des évolutions qu'a connues le territoire national, depuis la Préhistoire jusqu'aux grands conflits mondiaux. À trop vouloir justifier la discipline (et marquer ainsi son autonomie vis-à-vis des sciences humaines), l'ouvrage de C. Marcigny et D. Bétard en vient à accumuler des poncifs qui ne rendent finalement pas justice aux évolutions de la pratique archéologique et aux acquis récents de la recherche.

Dans une certaine mesure, ce bel objet répondra aux attentes d'un large public, qui découvrira au détour de ces pages certains sites parmi les plus remarquables mis au jour ces dernières années. Mais nous restons persuadés que les passionnés s'intéresseront d'autant plus à nos méthodes que celles-ci partiront des faits pour se placer au-delà des apparences : on regrettera alors que les analyses des terroirs, fondées sur la mise en réseau et la hiérarchisation d'indices souvent ténus, cèdent trop facilement la parole aux vestiges "à sensation". L'archéologie aurait sans doute mérité célébration plus savante. La "révolution" épistémologique que nous appelons de nos vœux aurait ainsi pu s'enraciner dans une rencontre avec les autres humanités, ce qui aurait certainement évité d'égrener les *topoi* au fil d'une construction théorique par bien des aspects fragile : le regard original de la discipline, conjugué aux approches des sociologues, des ethnologues et des spécialistes de l'écrit, aurait ainsi permis d'écrire une toute autre *Histoire de France*. Qui refuse les commodités de pensée et conteste certains préjugés plutôt que de s'y complaire avec facilité.

#### Références

BLOCH 1952

Bloch M. - *Apologie pour l'Histoire ou Métier d'historien*, Cahiers des Annales, n° 3, 2<sup>e</sup> éd. (1949), Paris, 112 p.

BRAUDEL 1949

Braudel F. - *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, 1175 p.

## BRAUDEL 1958

Braudel F. - La longue durée, *Annales, Histoire, Sciences sociales*, vol. 13 (4) : 725-753.

## CASSART 2011

Cassart J.-C. - *1180-1328. L'âge d'or capétien*, Belin, collection " Histoire de France ", Paris, 600 p.

## MAUSS 1924

Mauss M. - Essai sur le don. Formes et raisons de l'échange dans les sociétés archaïques, *Année sociologique*, seconde série, t. 1.

## VALENTIN 2008

Valentin B. - *Jalons pour une Paléohistoire des derniers chasseurs (XIV<sup>e</sup>-VI<sup>e</sup> mil. av. J.-C.)*, Paris, 325 p.

Raphaël Angevin  
Conservateur du Patrimoine, Service régional de  
l'archéologie du Centre